Belgeo

Revue belge de géographie

3 | 2013

**Les minorités nationales et ethniques : entre
renouveau et permanence**

La construction d'un territoire de minorité entre revendications, conflits et institutionnalisation. Le cas des Vallées occitanes d'Italie

*The construction of a territory of minority : claims, conflicts, and
institutionalisation. The Occitan valleys of Italy*

Silvia Chiarini

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/11446>

DOI : 10.4000/belgeo.11446

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Silvia Chiarini, « La construction d'un territoire de minorité entre revendications, conflits et institutionnalisation. Le cas des Vallées occitanes d'Italie », *Belgeo* [En ligne], 3 | 2013, mis en ligne le 24 mai 2014, consulté le 22 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/11446> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.11446>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mai 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La construction d'un territoire de minorité entre revendications, conflits et institutionnalisation. Le cas des Vallées occitanes d'Italie¹

The construction of a territory of minority : claims, conflicts, and institutionalisation. The Occitan valleys of Italy

Silvia Chiarini

Introduction

À partir de 1999, les occitanophones du Piémont sont considérés par l'État italien comme faisant partie d'une « minorité linguistique historique » dont celui-ci protège « la langue et la culture² ». Une portion importante de la zone alpine comprise au sein des provinces piémontaises de Turin et de Cuneo (et débordant très marginalement sur la Province ligure d'Imperia) est pour cette raison désignée aujourd'hui de façon croissante par l'appellation de « Vallées occitanes d'Italie ». Adossé à la frontière franco-italienne, cet éventail de douze vallées parallèles convergeant verticalement vers la plaine du Pô constitue la portion la plus orientale du territoire de diffusion de la langue d'oc, lequel englobe le Midi français et s'étend jusqu'au Val d'Aran espagnol. Les estimations concernant le nombre de locuteurs au sein de ces vallées sont discordantes. Selon les enquêtes linguistiques, elles oscillent entre 35 000 et 80 000 (Nelde *et al.*, 1996) pour une population de référence qui varie de 160 000 à 200 000 habitants environ³ (soit entre 3,7 % et 4,6 % de la population de la région Piémont).

L'objectif de cet article est d'appréhender l'émergence de ce territoire et le processus de construction identitaire qui le sous-tend : comment fait-on d'un espace qui a été l'objet d'appropriations multiples et qui n'a jamais connu d'unité historique ou administrative un territoire de référence dans lequel la minorité se reconnaît et

s'inscrit ? De quelles manières le donne-t-on à voir et lui confère-t-on consistance et légitimité ?

Si la « langue est une façon de penser et de sentir l'espace » (Sanguin, 1993, p. 9), on comprendra la nécessité de traiter conjointement la construction de l'identité et du territoire d'une minorité linguistique. Alors que « l'espace géographique est très rarement abordé comme dimension théorique de l'analyse ethnique » (Thede, 1999, p. 294) nous faisons le constat de l'imbrication de ces deux processus dans les vallées piémontaises de langue d'oc : suivant un double mouvement, le territoire est ici « acteur actif » (Porcellana, 2007, p. 49) dans la construction de l'identité et, dans le même temps, il est construit en fonction de celle-ci.

À travers une approche à la fois diachronique et synchronique, nous verrons que la construction d'un territoire de référence pour les locuteurs de la langue d'oc au Piémont est aussi bien un enjeu de confrontation entre la minorité et la majorité (incarnée essentiellement par l'État et ses émanations régionales et locales) qu'un « terrain d'investissement – voire de lutte – identitaire » (Thede, 1999, p. 92) au sein de la minorité même.

Photo 1. Carte de l'Occitanie

Source : Institut d'Estudis Occitans – IEO

Photo 2. Les minorités linguistiques-historiques reconnues au Piémont.

EN ROUGE L'AIRE DE DIFFUSION DE L'OCCITAN

Source : Chambrà d'Òc

Quelle minorité pour quel territoire ?

Provençaux VS Occitans – Vallées provençales VS Vallées occitanes

L'ensemble du mouvement de revendication visant à défendre et promouvoir une langue, une culture et un territoire d'oc a donné lieu à la production d'appellations et de représentations linguistiques, historiques, culturelles et territoriales concurrentes. C'est tout d'abord dans le sud de la France que deux grands mouvements apparaissent : le Félibrige à la fin du XIX^{ème} siècle et l'occitanisme au début du XX^{ème} siècle⁴.

Cette dualité se reproduit et se traduit de façon particulière dans les vallées piémontaises de langue d'oc où il faut attendre les années 1960 pour que l'émergence d'un mouvement de revendication sur base ethno-linguistique débute et, s'inspirant de l'expérience française, impulse la revendication d'une identité et d'une appartenance transnationales. La prise de conscience de la condition de minoration se produit en concomitance avec des mutations d'ordre économique et social. Ces vallées connaissent en effet, entre 1950 et 1970, une intensification du dépeuplement suite à l'imposition progressive du modèle industriel qui entraîne non seulement la perte graduelle des locutions autochtones – à laquelle répond l'émergence d'un mouvement de revendication – mais contribue aussi à la crise de l'économie alpine et au déplacement des services vers la plaine urbanisée.

En 1961, un groupe d'intellectuels piémontais fonde à Crissolo l'*Escolo dóu Po* (École du Pô), une association d'inspiration félibréenne qui se donne comme but la promotion de la « culture provençale-piémontaise » et la valorisation des relations historiques, culturelles et linguistiques entre Piémont et Provence⁵ :

« Ce fut un jour historique où, pour la première fois, des Provençaux venus de toute la Provence de France rencontraient leurs compatriotes provençaux venus des différentes vallées provençales du Piémont. Dans un geste symbolique de fraternité entre les hommes des deux versants des Alpes provençales, il fut mêlé à l'eau du Pô là où il prend sa source, de l'eau de la Durance, de l'eau de l'Ubaye, de l'eau de la Sorgue et de l'eau du Rhône » (Féraud, 2002, p. 7).

À partir de cet événement, les expressions « Provence d'Italie » ou « Vallées provençales d'Italie » sont employées pour désigner ce territoire. Les félibres provençaux de France commencent à considérer les locuteurs italiens de langue d'oc comme des *fraire de lengo* (frères de langue) desquels ils auraient été séparés par « une frontière artificielle créée par l'Europe des États-nations » (*ibid.*, p. 8).

Peu de temps après naît, dans une vallée voisine, l'association *Coumboscuro* qui demeure un des organismes les plus importants de promotion de la langue d'oc en Italie et constitue la figure de proue de la mouvance provençaliste. Celle-ci recueille l'héritage de l'*Escolo dóu Po* après sa disparition en 1972 et continue de développer son activité autour de la « filiation⁶ » avec la Provence. Ce premier groupe d'acteurs a joué un rôle central dans l'amorçage du processus de construction d'une conscience minoritaire. Ils ont permis notamment de rattacher le parler de ces vallées alpines, communément considéré comme un patois montagnard sans grande valeur, à la tradition poétique prestigieuse des troubadours médiévaux ainsi qu'à la renaissance littéraire impulsée par Frédéric Mistral et d'autres félibres provençaux à la fin du XIX^{ème} siècle. Avec la langue, d'autres éléments distinctifs sont mis en avant s'articulant tous autour d'une certaine manière d'être et d'un environnement spécifique, la montagne : le monde social des hautes vallées a fourni à cette époque les éléments nécessaires à la formation d'un imaginaire collectif et c'est autour de la figure du montagnard – dépositaire d'une culture « authentique » qui trouve son expression principale dans la langue – que s'est articulé le discours revendicatif⁷. La défense et la valorisation de cette « civilisation provençale-alpine » a donné lieu à différentes initiatives, principalement liées à la langue (dictionnaires, grammaires, concours de poésie, etc.) mais aussi à la culture et à l'histoire locales (essais, musées ethnographiques, fêtes patronales, etc.). Il s'agit là des prémisses du processus de sélection de traits culturels qui dans les intentions de ces érudits locaux devaient agir comme des marqueurs ethniques et fournir les lignes de l'inclusion et de l'exclusion d'un nous permettant aux habitants des vallées piémontaises de s'affirmer en tant que minorité ethnique⁸.

Vers la fin des années 1960 se produit une scission avec la naissance d'un courant occitaniste qui établit une « filiation » linguistique et culturelle avec l'ensemble du territoire de diffusion de la langue d'oc – qu'il nomme Occitanie –, rompant avec l'idée d'un lien privilégié avec la Provence. L'occitanisme se veut porteur d'un régionalisme progressiste et laïc en rupture avec l'approche jugée conservatrice, folkloriste et empreinte de religiosité incarnée par l'association *Coumboscuro*.

L'expérience de la revendication occitaniste en France constitue un modèle très important en matière d'orientations politiques et culturelles pour les groupes

occitanistes des vallées piémontaises. Toutefois, l'occitanisme italien se développe essentiellement sous une forme nationaliste (très minoritaire en France) suite à l'arrivée de F. Fontan, théoricien de l'ethnisme⁹ et fondateur du Parti nationaliste occitan (PNO) à Nice en 1959. Celui-ci crée en 1968 le *Movimento autonomista occitano* (MAO) qui entame alors une intense activité politico-administrative et pose des objectifs stratégiques pour celles qui sont définies désormais comme les « Vallées occitanes d'Italie » : la réalisation d'une « région autonome à statut spécial » (considérée toutefois comme une étape transitoire avant la réalisation d'un État occitan), la réappropriation et la gestion des ressources naturelles et l'introduction de l'occitan dans les écoles et les administrations.

La délimitation d'un territoire de référence pour la minorité devient un enjeu central. Pour les occitanistes fontaniens, la langue constitue l'« indice synthétique » (Fontan 1961, p. 11) qui permet d'affirmer ou non l'existence d'une nation et d'en délimiter les frontières. C'est donc sur la base du critère linguistique que F. Fontan établit l'existence de l'Occitanie et affirme qu'elle constitue « la nation colonisée la plus vaste et peuplée d'Europe » (*ibid.*). Les Vallées occitanes, quant à elles, correspondent à la portion italienne du territoire dans laquelle la variété alpine de l'occitan est pratiquée. Vers la fin des années 1960, F. Fontan mène une enquête linguistique portant sur la dite « zone grise », c'est-à-dire l'aire de contact entre occitan et parlers italiques se situant entre montagne et plaine du Pô. Il propose dans la foulée une délimitation complète et précise du territoire permettant la réalisation de la première carte des Vallées occitanes. L'objectivation cartographique est un acte militant capital qui permet une vision d'ensemble du territoire que l'on peut désormais appréhender dans son unité. Comme nous le rappelle P. Bourdieu, la représentation sur la carte d'une réalité linguistique devient un énoncé performatif susceptible d'entraîner le passage « de la représentation de la réalité à la réalité de la représentation » (1980, p. 67). À cette même époque, les militants occitanistes misent par ailleurs également sur la diffusion du drapeau occitan, un autre pivot de la grammaire nationale qui, avec la carte géographique et l'hymne, constitue une des « représentations officielles » mises en évidence par A.-M. Thiesse (1999). Le drapeau du nationalisme occitan, où figure une étoile à sept branches en haut à droite de l'habituelle croix de Toulouse, a servi dès les années 1970 à une première et déterminante œuvre de marquage territorial et de visibilisation des frontières ethniques. Il est largement perçu aujourd'hui comme le drapeau des Vallées occitanes.

Avec la naissance du nationalisme occitan, on assiste aussi à la tentative systématique de construire une « culture occitane » ancrée dans la durée. Comme l'affirme J. Pratt, le nationalisme est une stratégie de politisation de la différence culturelle : pendant le processus de construction d'une nation (ou dans la tentative d'en construire une) la culture est transformée en une représentation politique pouvant incarner et symboliser la nation (la « culture nationale »). Il s'agit du passage que l'auteur définit de la *culture-in-itself* à la *culture-for-itself* (2003, p. 12) ou que C. Bromberger et M. Meyer nomment de la culture *dans* la région à la culture *de* la région¹⁰ (2003, p. 359). On assiste ainsi à la multiplication d'objets (architecture, gastronomie, paysage, etc.) et de pratiques (musique, danse, fêtes, etc.) qui, par simple « vertu territoriale » (Dossetto, 2003, p. 400), deviennent occitans et contribuent à la construction du territoire. À partir de ce moment le territoire ethnique devient pour les occitanistes :

« le conteneur spatial de la culture et de la langue, [...] il est senti comme un élément essentiel de la communauté, non en tant qu'espace, mais plutôt en tant que résultat du travail et de l'action du groupe, dépôt des symboles et des empreintes de la culture ethnique, référence continue et image toujours visible des qualités spirituelles de la communauté » (Barbina, 1993, p. 58).

Photo 3. Une carte « artisanale » des Vallées occitanes d'Italie.

Source : Ousitanio Vivo, n° 3, 1975.

Photo 4. Drapeau des Vallées occitanes, Demonte, Vallée Stura.

Source : Archive S. Chiarini, 2010)

Le développement d'un courant revendicatif fortement politisé a poussé les acteurs de la mouvance provençaliste à nuancer leur aspiration originelle à recouvrer le rôle d'avant-garde littéraire et à s'aligner sur des positions autonomistes au détriment d'une vocation de type plutôt fédéraliste exprimée par le passé¹¹. L'association *Coumboscuro* crée ainsi le *Movimento di autonomia e civiltà provenzale alpina* (Mouvement d'autonomie et de civilisation provençale alpine) et tente de rejoindre le MAO sur le terrain politique. Malgré leurs différences, les deux mouvances sont engagées dans un combat commun visant à faire passer le message de l'existence d'une minorité ethnique auprès des institutions publiques mais surtout auprès des habitants des vallées piémontaises dont la conscience minoritaire est, selon eux, ensevelie sous des siècles d'aliénation et de colonisation économique, linguistique et culturelle. Comme l'écrit S. Arneodo un des représentants majeurs du courant provençaliste :

« Il existe une minorité provençale d'oc¹² authentique et clairement définie, cela saute aux yeux de tous ceux qui regardent cette réalité attentivement et sans préjugés. Car l'ethnie quand elle existe, parle d'elle-même¹³ » (1978, p. 4).

Les deux mouvances vont jusqu'à contracter des alliances électorales comme ce fut le cas lors des premières élections européennes de 1979 où elles rejoignent ensemble une liste¹⁴ réunissant l'essentiel de l'autonomisme italien de l'époque. Si ces élections constituent un succès inattendu (l'autonomisme occitano-provençal obtient plus de 12 000 voix locales), elles débouchent par la suite sur un éloignement des deux factions et une accentuation de leurs divergences qui, dès lors, ne feront que s'accroître. S.

Degioanni attribue cet éloignement à deux manières différentes d'appréhender la question autonomiste :

« D'une part, une interprétation ethnique, humaniste et empreinte de spiritualité qui semble privilégier, encore plus que dans le passé, le caractère alpin de la « montagne provençale ». [...] D'autre part, un choix nationaliste – dont le MAO se considère le représentant incontesté dans l'occitanisme cisalpin – et marxiste dans la recherche d'une connexion étroite entre la lutte de libération nationale et la lutte des classes au sein des vallées¹⁵ » (1987, p. 255).

Vallées occitanes d'Italie : un territoire en voie d'institutionnalisation ?

La « loi 482 » et la reconnaissance de l'occitan : naissance d'une « minorité linguistique historique »

Au cours des années 1990, l'expérience de l'occitanisme politique s'estompe et l'on assiste à un redimensionnement des aspirations autonomistes en faveur d'une progressive reconnaissance institutionnelle qui aboutira en 1999 à la loi dite « 482 » qui reconnaît une « minorité linguistique historique occitane » dont l'État italien protège désormais « la langue et la culture ». La reconnaissance des minorités linguistiques dans un pays comme l'Italie qui tout en se fondant sur le principe de l'égalité des citoyens promeut des tentatives de reconnaissance de la différence, pose le problème de la tension entre universalisme et particularisme dans l'assignation des droits et des devoirs. Si à partir de l'unification (1861) l'Italie est organisée selon un modèle centralisé de type français, celui-ci est toutefois « caractérisé par une plus faible énergie homogénéisatrice et par une tolérance largement indépendante de la politique et de l'État, qui résulte de ses structures profondes, de ses caractères originaires¹⁶ » (Bruni, 2008, p. 53). Cette tolérance est particulièrement visible au plan linguistique, elle empreint la relation italien-dialectes (ou italien-langues minoritaires) laquelle s'inscrit dans une « tradition d'intégration réciproque qui enrichit les dialectes d'apports italiens [...] et alimente l'italien d'apports dialectaux » (*ibid.*, pp. 63-64). Au moment de l'unification, le quadrilinguisme qui caractérise les vallées alpines occidentales – où à côté de l'italien coexistent des parlers gallo-romans (langue d'oc, français et francoprovençal) et italo-romans (piémontais et ligure) – « est la manifestation concrète et encore bien visible d'une telle situation fondée sur le respect mutuel entre minorité et majorité¹⁷ » (De Mauro, 1970, p. 11). Dans la continuité de cette tradition, la Constitution de la République italienne (1948) fait expressément référence à la protection des minorités linguistiques parmi ses principes fondamentaux¹⁸ sans pour autant prévoir un appareil juridique pouvant donner véritablement suite à cette volonté. Promulguée un demi siècle après l'entrée en vigueur de la Constitution, la loi « 482 » est le résultat d'une gestation balisée d'obstacles et de conflits¹⁹ et fait l'objet de nombreuses critiques, émanant notamment du monde universitaire²⁰. La loi « 482 » marque quoiqu'il en soit un tournant décisif pour la minorité de langue occitane au Piémont et doit être considérée comme un véritable « acteur social » (Porcellana, 2007, p. 37) qui produit du sens et qui agit non

seulement aux niveaux institutionnel et juridique mais aussi social et culturel en raison des possibilités d'action et de visibilité qu'elle offre aux minorités reconnues.

Les effets d'une « politique de la reconnaissance » (Tylor, 1992) sont multiples et le plus important concerne peut-être l'attribution d'un nom défini pour la minorité. Comme nous le rappelle P. Bourdieu, la nomination relève d'un « acte de magie sociale qui consiste à tenter de produire à l'existence la chose nommée » (1980, p. 66) et dont l'efficacité est proportionnelle à l'autorité de celui qui s'arroge le droit de nommer. Les noms que l'on attribue aux langues constituent en outre des indicateurs des représentations linguistiques et territoriales ou, comme l'affirme C. Canut (2000), des « métaphores de la frontière ». Ainsi, en attribuant le nom « occitan » au parler d'oc des vallées piémontaises, l'État italien ne fait que consacrer la représentation occitaniste de la langue et du territoire et sanctionner l'idée d'une langue aux traits unitaires²¹ en dépit de la perception fragmentaire qu'en ont ses locuteurs. Ceux-ci en effet désignent habituellement leur parler soit par le terme générique de « patois », soit par des expressions centrées sur le possessif « notre » comme « *a nosto modo* » ou « *a nosta manera* ». Ces dénominations qui se réfèrent à un *nous*, dénotent déjà la conscience d'une spécificité linguistique partagée. Il s'agit cependant d'un *nous* très circonscrit, renvoyant à un ancrage de la langue à l'échelle d'une vallée, d'une commune voire d'un hameau. L'attribution verticale du nom, qui signe de plus la promotion de dialecte à langue, est donc susceptible de faire évoluer la perception que les locuteurs eux-mêmes ont de leur idiome, de leur identité et du territoire qu'ils habitent.

La reconnaissance étatique d'une minorité occitane entraîne aussi une sorte de notabilisation de la revendication occitaniste. Le passage d'un régionalisme contestataire à son institutionnalisation n'a été cependant possible qu'à la condition d'une renégociation des buts affichés par l'occitanisme : ce n'est qu'à partir du délitement progressif du MAO à la fin des années 1980 et de l'estompement significatif des contenus autonomistes de la revendication que la classe politique régionale et locale a commencé à voir dans la langue et la culture occitanes un moyen d'acquérir ou consolider une nouvelle légitimité et certains acteurs économiques une possibilité de développement. Aujourd'hui, grâce aux fonds débloqués par l'État, on assiste à la mise en place d'une véritable industrie culturelle de minorité qui entraîne la progressive professionnalisation d'une partie des militants, lesquels mettent désormais leurs compétences au service du marché de la culture minoritaire (Chiarini, 2012a). Dans ce nouveau contexte, le tourisme, la labellisation ou le marketing ethnique se révèlent des outils aussi efficaces qu'inédits de construction identitaire et territoriale.

Enfin, la promulgation de la « loi 482 » conduit à l'éclatement au grand jour et à la radicalisation du conflit latent entre provençalistes et occitanistes. En 2000 est créée la *Consulta Provenzale*, un groupe de pression dont les principaux objectifs sont d'amener la classe politique à réviser le texte de loi et de résister à ce qu'ils nomment l'« occitanisation » de la langue, de la culture et du territoire. L'association, qui affirme parler au nom d'une « minorité sans voix », accuse les occitanistes de perpétrer, avec la connivence des institutions, « un véritable génocide culturel qui passe à travers le génocide linguistique²² ». Elle présente de la manière suivante le Livre Blanc²³ sur la question provençale en Italie que ses membres sont en train de rédiger :

« Ce document se veut l'instrument de dénonciation d'un génocide culturel en cours au sein des vallées alpines du Piémont sud-occidental. La civilisation alpine comprise entre Piémont et Provence est le résultat d'une évolution millénaire. Elle

risque de disparaître à cause de l'avancée d'une « tradition inventée » représentée par une idéologie politico-nationaliste, la dite « culture occitane ». Les variétés linguistiques locales, savants mélanges entre la civilisation piémontaise et la civilisation provençale, risquent de disparaître à cause d'un défaut d'application de l'article 6 de la Constitution italienne (« L'État protège les minorités linguistiques avec des normes appropriées »). Tandis qu'une loi (la loi n° 482 du 15 décembre 1999 « Règles en matière de protection des minorités linguistiques historiques ») de l'État italien permet qu'elles soient effacées, en reconnaissant improprement une langue unique et normalisée dite « occitane » inexistante dans les faits²⁴ ».

La *Consulta Provenzale* structure principalement sa « résistance » à travers la déconstruction des contenus linguistique, culturel et identitaire promus par les occitanistes. Suite à la proposition en 2008 par ces derniers « d'une orthographe et d'une variété référentielle pour l'ensemble des parlers occitans alpins du Piémont²⁵ » (Pellerino, 2008, p. 12), l'association a nommé une « commission de dé-normalisation linguistique²⁶ » s'attachant à mettre en valeur la variabilité linguistique présente sur le territoire. Dans le Livre Blanc précédemment cité, les auteurs s'attellent à démontrer le caractère orienté et falsificateur de l'interprétation de différents phénomènes ou événements centraux de l'historiographie occitaniste tels que le catharisme ou la Croisade contre les Albigeois (dans le chapitre « Des fausses mythologies : les Cathares ») ou encore à prendre en flagrant délit d'« invention de la tradition » leurs adversaires en dénonçant l'« inauthenticité » de ce pilier de la revendication occitaniste en Italie qu'est la « musique occitane » (dans le chapitre « La soi-disant musique occitane ou un folk-revival idéologisé »). La *Consulta Provenzale* met enfin au point des actions spectaculaires comme la campagne d'affichage « *Non sono occitano* » (« Je ne suis pas occitan ») à travers laquelle elle affirme à la fois sa présence en promouvant une revendication identitaire en négatif et tente de contrer le foisonnement de symboles occitanistes sur le territoire.

Photos 5. La campagne d'affichage « *Non sono occitano* » : « Je ne suis pas Occitan et ceci n'a jamais été le drapeau de nos vallées ».

Source : Archive D. Anghilante, 2008

Si la reconnaissance et la place croissante accordées à l'occitan semblent en mesure de conférer des formes de pouvoir aux locuteurs d'une langue auparavant méconnue voire discréditée (en en faisant un enjeu de société et de la vie politique locale et régionale), elles font surgir dans le même temps la question de la distribution de ce pouvoir. En effet, si certains groupes militants ont acquis un pouvoir d'action et de décision, d'autres en revanche se trouvent dans une situation de non-pouvoir ou dans la nécessité d'élaborer des stratégies de contre-pouvoir. La condition de minoration apparaît ici dans toute sa complexité : la dialectique entre pouvoir et non-pouvoir ou entre différenciation et assimilation dans les Vallées occitanes ne concerne pas seulement le rapport entre minorité et majorité mais est au cœur de la minorité même. Dès lors, les discours et les pratiques autour de la sauvegarde et de la promotion de la langue minoritaire deviennent des terrains de lutte contribuant à la construction de représentations concurrentes de l'identité et du territoire.

Construire le territoire de minorité en contexte de reconnaissance étatique

Grâce au nouveau contexte généré par la reconnaissance étatique de l'occitan, les modalités de construction territoriale se sont multipliées et ont gagné en efficacité. La « loi 482 » confère de façon très claire à la langue une valeur géographique et territoriale. Selon cette loi en effet, l'individuation du territoire de diffusion d'une langue minoritaire doit être délibérée par les Conseils provinciaux suite à la déclaration d'appartenance à une aire de minorité exprimée par les administrations communales²⁷.

Dans les vallées piémontaises, dans le but d'encourager les déclarations d'appartenance à l'aire occitane, la Préfecture de Turin et la *Chambra d'òc* – l'association-phare de l'occitanisme italien composée essentiellement d'ex-membres du MAO – ont sollicité les administrations communales en se basant sur les frontières territoriales délinéées par F. Fontan trente ans auparavant. Ainsi, plus de cent communes²⁸ se sont déclarées de langue occitane entraînant de fait un phénomène de territorialisation de limites linguistiques dont la légitimité est par ailleurs sujette à caution. Au sein du milieu scientifique, certains relèvent une « incongruité entre la délimitation officielle et celle opérée par les linguistes » (Allasino *et al.*, 2007, p. 4) et d'autres dénoncent la cristallisation « d'un panorama linguistique avant tout pluriel²⁹ » (Toso, 2006, p. 7).

Photo 6. L'aire de diffusion de l'occitan selon le critère de l'usage dans la vie quotidienne.

Source : Beismann *et al.*, 2011

Photo 7. L'aire de diffusion de l'occitan selon les déclarations d'appartenance exprimées par les administrations communales.

Source : Beismann et al., 2011

Les critiques les plus virulentes sont le fait toutefois des militants provençalistes qui pointent un grand nombre d'adhésions arbitraires de la part de communes de langue piémontaise, obtenues selon eux contre la promesse de financements liés à la loi. Ils s'insurgent contre une manœuvre visant à « grossir » la langue par l'inclusion des communes densément habitées des fonds de vallées et de la plaine : « c'est pour cela qu'ils peuvent affirmer que les Occitans d'Italie sont 220 000 » (Arneodo, 2003, p. 28). Certains contestent par ailleurs la possibilité même de délimiter de manière nette le territoire de diffusion de la langue d'oc :

« Les provençalistes, ainsi que ceux qui sont particulièrement compétents dans la connaissance linguistique-dialectologique du Piémont sud-occidental, sont conscients de l'articulation complexe du territoire d'une minorité et rarement ils se permettent de tracer des frontières sur la carte géographique pour mettre des palissades autour des territoires réputés de parler provençal. Certaines publications des provençalistes contiennent des cartes géographiques sur lesquelles la présence linguistique n'est pas délimitée par une ligne, mais par des taches qui nuancent dans un ample secteur gris identifiant les zones des moyennes et basses vallées dans lesquelles la langue piémontaise est aujourd'hui prédominante » (ibid., p. 27).

Cet effet de territorialisation se double d'une intensification du marquage territorial opéré par différents acteurs à travers une multiplicité de moyens. La diffusion du drapeau occitan par exemple, qui débute dès la naissance de l'occitanisme, connaît un tournant décisif le 26 décembre 2004, jour où celui-ci est hissé sur la façade de la mairie d'Ostana dans le cadre d'un véritable rituel civique créé pour l'occasion. L'administration communale de ce village – dont le maire est aussi le président de l'association *Chambra d'òc* – sera par la suite à l'origine d'un mouvement de maires visant à obtenir la promulgation d'une loi régionale³⁰ légalisant l'exposition des

drapeaux des minorités linguistiques piémontaises³¹ sur les façades des mairies. De nombreuses cérémonies de levée du drapeau vont ensuite se succéder sur tout le territoire, reproduisant à l'identique le rituel inventé à Ostana. À l'affichage du drapeau occitan (qu'on peut voir aussi sur bon nombre de maisons, commerces, musées, etc.) et à l'usage intensif de la signalétique en occitan, se sont ajoutés d'autres signes qui contribuent à construire l'occitanité du territoire. Grâce notamment à des financements publics provenant des fonds débloqués par la « loi 482 » ou à des projets européens tels que les *Leader*³², de nombreux acteurs économiques locaux ont récupéré la symbolique occitaniste et connoté leur production de biens et services. On assiste ainsi à la prolifération de produits occitanisés soit par leur nom (le « *Genepi Occitan* », les miels « *Occitania* », le « *Chalet occitan* », etc.) soit par l'application de symboles comme la croix occitane. La création d'appellations d'origine – telle que celle du Groupe d'action locale (GAL) *Tradizione delle Terre Occitane*³³ – qui comme le rappellent C. Bromberger et A. Morel « créent également de nouvelles limites, certifiées, elles, par des panneaux et des labels » (2001, p. 6), ainsi qu'un maillage territorial de *Locande occitane* – auberges-restaurants proposant un véritable concentré, à la fois culinaire, linguistique et architectural, de la culture occitane – contribuent efficacement au renforcement des frontières ethniques en dessinant une aire de production et de diffusion des produits occitans.

Photos 8. *Locanda Occitana*, Vallée Stura.

SOURCE : ARCHIVE S. CHIARINI, 2011

Photo 9. Toponymie à Roccabruna, Vallée Maira.

SOURCE : ARCHIVE S. CHIARINI, 2010

Photo 10. La croix occitane dans la place principale d'Ostana, Vallée Pô.

SOURCE : ARCHIVE S. CHIARINI, 2010

Photo 11. Aménagement urbain revu en clé occitane à Usseaux, Vallée Chisone.

Source : Archive S. Chiarini, 2010

La construction d'un tourisme à connotation occitane (Chiarini, 2014a) devient aussi à partir des années 1990 un enjeu stratégique de la politique régionale et un nouvel outil de construction territoriale. La collaboration avec certains militants s'avère centrale afin de garantir un avenir touristique à ce territoire jusqu'alors dépourvu d'éléments d'attractivité et de différenciation conséquents. La mobilisation d'une imagerie touristique, de par sa capacité à « porter une aimable synthèse de l'identité collective » (Cousin, 2011, p. 247), se révèle particulièrement apte à visibiliser les Vallées occitanes en dépit de leur inexistence politique. La carte des Vallées occitanes apposée sur toutes sortes de produits dérivés (brochures, guides touristiques, auto-collants, etc.) devient ainsi une « logo-carte » (Anderson, 1996, p. 178) au pouvoir performatif de construction du territoire accru. Nous mesurons la centralité de la dimension économique qui, devenue constitutive des processus de construction identitaire, marque un changement paradigmatique dans les études sur l'ethnicité (Comaroff & Comaroff, 2009).

Photo 12. Promotion de l'initiative Las Valadas Occitanas a pè : la carte des Vallées occitanes se mue en « logo-carte ».

Source : Chambra d'Òc

Certaines actions militantes ponctuelles peuvent aussi contribuer à donner une consistance aux Vallées occitanes. En 2009, la *Chambra d'Òc* lance Las Valadas Occitanas a pè (Les Vallées Occitanes à pied), une marche traversant tout le territoire pour demander l'inscription de l'occitan dans la liste du Patrimoine culturel immatériel (PCI) de l'UNESCO³⁴. La marche, à la fois « espace d'énonciation » (De Certeau, 1990, p. 147) et acte « d'appréhension tactile et d'appropriation kinésique » (ibid.) du territoire, se révèle un instrument militant efficace, apte à façonner l'espace et à en véhiculer une représentation particulière. La création de hauts-lieux d'occitanité – sortes de synecdoques territoriales – contribue aussi à la reconnaissance du territoire dans son ensemble. C'est le cas du village d'Ostana, qui renaît actuellement sous le signe de l'appartenance occitane (Chiarini, 2012b et 2014b), ou encore de Crissolo, dont on entretient la mémoire de « berceau de la revendication » par la fabrication de rituels. Lieu de naissance de l'Escolo dóu Po en 1961 et bastion du provençalisme transfrontalier, le village a été réinvesti (et réapproprié) par l'occitanisme lors des célébrations du cinquantenaire de sa fondation le 16 août 2011 organisées par l'association *Chambra d'Òc*. À cette occasion, le maire du village et un majoral du Félibrige mélangent les eaux de la Durance et du Rhône avec celles du Pô comme le firent autrefois les pionniers de la revendication : le petit pont – jadis anonyme – qui traverse le village arbore aujourd'hui une plaque commémorative « Pont Escolo dóu Po » qui le transforme désormais en un « lieu-dit » (Bensa & Fabre, 2001, p. 4), c'est-à-dire en un lieu à forte puissance évocatrice, condensation de significations historiques et identitaires.

Conclusion

L'affirmation d'un territoire de minorité dans les vallées piémontaises de langue d'oc connaît un tournant décisif avec la promulgation en 1999 de la loi nationale qui reconnaît et protège la minorité de langue occitane en Italie. L'intervention étatique tranche le conflit qui oppose depuis plusieurs décennies les mouvances occitaniste et provençaliste concernant cet enjeu majeur de la revendication d'oc qu'est la définition d'un territoire de référence et le processus de construction identitaire qui la sous-tend. L'État se constitue ainsi en *auctor* et « par le fait de dire les choses avec autorité, c'est-à-dire à la face de tous et au nom de tous, publiquement et officiellement, il les arrache à l'arbitraire, il les sanctionne, les sanctifie, les consacre, les faisant exister comme dignes d'exister, comme conformes à la nature des choses "naturelles" » (Bourdieu, 1980, pp. 65-66).

À travers les exemples fournis dans la dernière partie de l'article concernant les modalités de construction territoriale à l'œuvre dans ce nouveau contexte (marquage, cérémonies, rituels, construction de lieux symboliques, etc.) nous mesurons toute la « puissance de la matérialité dans les dispositifs de symbolisation de l'imaginaire social et dans l'exercice du pouvoir » (Chivallon, 2007, p. 165). Comme le montre B. Anderson, la production discursive d'un imaginaire sur la communauté est certes capitale – « la nation a été conçue dans le langage » (1996, p. 149) écrit-il – mais on comprend aussi qu'elle doit se doubler d'une capacité de matérialisation de cet imaginaire en un ensemble d'« appareils de discipline du corps social » (Chivallon, *ibid.*, p. 145) afin de pouvoir imposer « la vision sociétale qui doit prévaloir auprès de tous » (*ibid.*). Les occitanistes ont aujourd'hui un accès largement prépondérant à ces dispositifs et leur travail conduira peut-être avec le temps à un sentiment d'identification massif des habitants des vallées piémontaises à la représentation occitane du territoire. Si l'on constate que l'identité occitane n'a pas ici le caractère d'évidence que revêt parfois l'identité ethnique dans d'autres contextes, il serait toutefois très périlleux de tenter d'évaluer son niveau d'appropriation par la population locale tant il est difficile d'enquêter les sentiments d'appartenance qui ne s'expriment pas sur un mode revendicatif, et tant l'identité constitue toujours « un consensus fragile, polysémique et diversement interprété, produit des rapports de forces et de sens au sein du groupe autant et plus que des rapports de force et de sens entre le groupe et les autres » (Thede, 1999, p. 304).

BIBLIOGRAPHIE

ABRATE L. (2001), 1900-1968. *Occitanie, des idées et des hommes. L'émergence et l'histoire de la revendication occitane*, Puy-laurens, I.E.O.

ALLASINO E., FERRIER C., SCAMUZZI S., TELMON T. (2007), « Le lingue del piemonte », *Quaderno di ricerca*, 113, Torino, IRES Piemonte.

- ANDERSON B. (1996), *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions La Découverte.
- ARNEODO F. (2003), « La place du provençal et l'influence de la culture provençale, aujourd'hui, sur son aire linguistique en Provence d'Italie », in BLANCHET P., PONS P. (dir.), *Les langues et cultures régionales ou minoritaires de l'Arc alpin, Actes du colloque international, Gap les 12 et 13 juillet 2002*, Aix-en-Provence, Unioun Prouvençalo, pp. 23-32.
- ARNEODO S. (1972), « La zona franca », *Coumboscuro*, 42, p. 1.
- ARNEODO S. (1973), « Un popolo per le Alpi », *Coumboscuro*, 52, p. 1.
- ARNEODO S. (1978), *I Provenzali della montagna. Pople d'oc senso patrìo*, Cuneo, L'Arciere.
- ARNEODO S. (1980), *Le valli provenzali, libera terra dell'uomo d'Oc : nel mondo delle minoranze etniche alpine*, Sancto Lucio de Coumboscuro, Coumboscuro centre prouvençal.
- BARBINA G. (1993), « Les communautés ethno-linguistiques et la conscience de leur territoire », in SANGUIN A.L. (dir.), *Les minorités ethniques en Europe*, Paris, L'Harmattan, pp. 55-68.
- BEISSMANN M., LÖFFLER R., STEINICKE E., WALDER J., (2011), « Minorités linguistiques autochtones des Alpes italiennes », *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research*, 2, 99 [En ligne].
- BENSA A., FABRE D. (2001), *Une histoire à soi : figurations du passé et localités*, Paris, Éditions de la MSH.
- BLANC D. (2005), « Andalusia, Occitania, Padania... Les nationalismes régionaux et leurs ressources identitaires », *Les nouvelles de l'archéologie : « Constructions identitaires »*, 99, pp. 10-16.
- BOURDIEU P. (1980), « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en Science Sociales*, 35, pp. 63-72.
- BROMBERGER C., MEYER M. (2003), « Cultures régionales en débat », *Ethnologie française*, 33, 3, pp. 357-361.
- BROMBERGER C., MOREL A. (2001), « L'ethnologie à l'épreuve des frontières culturelles », in BROMBERGER C., MOREL A. (dir.), *Limites floues et frontières vives. Des variations culturelles en France et en Europe*, Paris, Éditions de la MSH.
- BRUNI F. (2008), « Centralizzazione e federalismo, italiano e dialetti : coppie asimmetriche », *Lingua Italiana d'Oggi*, 4, pp. 43-66.
- CANCIANI D., DE LA PIERRE S. (1993), *Le ragioni di Babele. Le etnie tra vecchi nazionalismi e nuove identità*, Milano, FrancoAngeli.
- CANUT C. (2000), « Le nom des langues ou les métaphores de la frontière », *Ethnologies comparées*, 1 [En ligne].
- CHIARINI S. (2012a), « Construire le territoire par le dialogue privé-public : le cas des "vallées occitanes d'Italie" », in GALLENGA G. (dir.), *De la porosité des secteurs public et privé en Méditerranée. Une anthropologie du service public*, PUP, coll. Travail et gouvernance, Aix-en-Provence, pp. 121-136.
- CHIARINI S. (2012b), « De l' "architecture occitane" à la "nouvelle architecture occitane" ou l'inscription de l'ethnicité dans un projet de développement du territoire : le cas d'Ostana », in DRISS N. (dir.), *Patrimoines et développement durable. Ressources – Enjeux – Lien Social*, Rennes, PUR, pp. 133-144.

- CHIARINI S. (2014a), « Construction du territoire et regard touristique : le cas Vallées occitanes d'Italie », in DECROLY J.M. et MAILLARD O. (dir.), *L'expérience touristique*, Bruxelles, Éditions Espaces, Tourisme et Loisirs (à paraître).
- CHIARINI S. (2014b), « Ostana : une capitale pour les Vallées occitanes ? », in SAGNES S., CHANDIVERT A. (dir.), *Capitales en minuscules. Les petites capitales et la promotion de la localité*, (à paraître).
- CHIVALLON C. (2007), « Retour sur la "communauté imaginée" d'Anderson. Essai de clarification théorique d'une notion restée floue », *Presses de Sciences Po*, 3, 27, pp. 131-172.
- COMAROFF J.-L. and J. (2009), *Ethnicity*, Inc., Chicago, University Press.
- COUSIN S. (2011), *Les miroirs du tourisme. Ethnographie de la Touraine du Sud*, Paris, Éditions Descartes et Cie.
- DE CERTEAU M. (1990), *L'invention du quotidien. 1. arts de faire*, Paris, Éditions Gallimard.
- DEGIOANNI S. (1987), *Nascita ed affermazione di un movimento autonomista nelle vallate di lingua occitanica del Piemonte : motivazioni storiche, sociali e culturali*, Tesi di Laurea Sc. Politiques, Turin.
- DE MAURO T. (1970), *Storia linguistica dell'Italia unita*, Bari, Laterza.
- DOSSETTO D. (2003), « La région en signes. Localisme en Provence et en Italie provençalophone », *Ethnologie française*, 33, 3, pp. 399-408.
- FÉRAUD H. (2002), « Les Vallées provençales du Piémont », *Éducation et Sociétés Plurilingues*, 12, pp. 5-11.
- FONTAN F. (1961), *Ethnisme. Vers un nationalisme humaniste*, Bagnols-sur-Cèze, Librairie Occitane.
- FONTAN F. (1969), *La nation occitane : ses frontières, ses régions*, Bagnols-sur-Cèze, Librairie Occitane.
- NELDE P., STRUBELL M., WILLIAMS G. (1996), *Euromosaic. Production et reproduction des groupes linguistiques minoritaires au sein de l'Union européenne*, Bruxelles, Commission Européenne.
- PELLERINO R. (2008), *Dizionario Italiano-Occitano, Occitano-Italiano. Norme ortografiche, scelte morfologiche e vocabolario dell'Occitano Alpino orientale*, Cuneo, +Eventi Edizioni.
- PORCELLANA V. (2007), *In nome della lingua. Antropologia di una minoranza*, Roma, Aracne.
- PORCELLANA V. (2010), « La legge di tutela delle minoranze linguistiche storiche tra etnicizzazione e discriminazione », *Trickster*, 8 [En ligne]
- POSSENTI E. (1990), *La pensée politique de François Fontan ou la formulation théorique d'un nationalisme ethnique*, Mémoire DEA Sc. Politiques, Aix-Marseille.
- PRATT J. (2003), *Class, Nation and Identity. The Anthropology of Political Movements*, London, Pluto Press.
- SANGUIN A.L. (1993), « Quelles minorités pour quels territoires ? », in SANGUIN A.L. (dir.), *Les minorités ethniques en Europe*, Paris, L'Harmattan, pp. 5-18.
- SAVOIA L. M. (2002), « Componenti ideologiche nel dibattito sulle leggi di tutela linguistica », *Plurilinguismo*, 9, pp. 85-114.
- THEDE N. (1999), *Gitans et flamenco. Les rythmes de l'identité*, Paris, L'Harmattan.
- THIESSE A.-M. (1999), *La création des identités nationales*, Paris, Éditions du Seuil.
- TOSO F. (2005), « Patrimoni linguistici e lingue minoritarie : la prospettiva europea e quella italiana », *Annali*, 5, pp. 115-124.

TOSO F. (2006), « A proposito dello “spazio occitano” nell’area cisalpina sudoccidentale », *La France Latine. Revue d’Études d’oc*, 143, pp. 7-22.

TYLOR C. (1992), *The politics of recognition*, Princeton, University Press.

NOTES

1. Les données qui ont servi à la rédaction de cet article ont été collectées dans le cadre d'un doctorat financé par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
2. Loi du 15 décembre 1999, n° 482 « Règles en matière de protection des minorités linguistiques historiques ».
3. Allasino *et al.* (2007) considèrent que sur une population totale de 163 610 habitants (soit 3,8 % de la population régionale), 47 000 possèdent une compétence active de la langue et 21 000 une compétence passive. Beismann *et al.* (2011), quant à eux, estiment à 40 000 le nombre de locuteurs sans spécifier la population prise en compte dans leur étude. Le nombre de locuteurs connaît une variabilité encore plus grande si l'on prend en compte les données émanant du monde militant (180 000 pour l'association *Espaci Occitan* ; 200 000 pour la *Chambra d'Òc*) ou d'organismes institutionnels (180 000 pour la Région Piémont ; 200 000 dans les Alpes franco-italiennes selon l'*Atlas des langues en danger dans le monde* de l'UNESCO).
4. Le Félibrige est la première association de défense de la langue d'oc fondée en 1854 par Frédéric Mistral et six autres poètes provençaux. Moteur principal de la « renaissance d'oc », sa création signe le début d'une revendication linguistique et culturelle dans le sud de la France. L'occitanisme constitue à l'origine une scission de ce mouvement avant de se constituer en courant autonome. Nous pouvons identifier trois éléments essentiels de la critique que l'occitanisme adresse à la tradition félibréenne : une séparation entre littérature et société, une approche passéiste à laquelle il oppose son caractère progressiste et enfin, une interprétation différente du projet de normalisation graphique et linguistique (Canciani & De La Pierre, 1993).
5. Cf statuts de l'association.
6. « Je compris que nous étions les enfants, je ne dis pas dégénérés, mais certainement égarés de cet au-delà de la frontière », affirme S. Arneodo (membre fondateur de l'*Escolo dóu Po* et représentant principal du mouvement *Coumboscuro*) lors de notre rencontre à Sancto Lucio de Coumboscuro (15/04/2009).
7. Voir par exemple les deux essais de S. Arneodo (1978 ; 1980).
8. Dans cet article, nous traitons la notion de minorité (ethnique ou linguistique) comme une catégorie émique construite et véhiculée par les acteurs sur le terrain (militants régionalistes, pouvoirs publics, hommes politiques, acteurs économiques, etc.).
9. La pensée ethniste, que F. Fontan élabore au cours des années 1950, s'articule principalement autour de son ouvrage « Ethnisme. Vers un nationalisme humaniste » (1961). Selon la définition de L. Abrate, « l'ethnisme est une tentative d'explication de l'histoire qui met en valeur le rôle moteur de la question nationale dans un processus de libération totale de l'homme » (2001, p. 499).
10. Nation et région sont ici traitées comme des synonymes car « lorsqu'il s'agit d'affirmer et de revendiquer une identité collective ancrée dans la durée, liée à la fois à un territoire et à des caractères propres à la population porteuse de cette identité, les ressources mobilisables sont en nombre fini. Régionalisme politique et nationalisme ne peuvent que puiser dans un même répertoire. Du point de vue des ressources identitaires mobilisées, la différence entre eux apparaît alors bien mince » (Blanc, 2005).

11. L'association préférerait parler de « Zone franche » ou de « Canton provençal » pour désigner une aire transfrontalière destinée à obtenir des formes d'autonomie dans le cadre européen. Voir par exemple S. Arneodo (1972 ; 1973).
12. Italique de l'auteur. On remarque que du côté provençaliste, il y a à cette époque une volonté de valorisation de cette double âme du mouvement si l'on en juge par les appellations utilisées pour désigner la minorité : « minorité provençale d'oc », « minorité occitano-provençale » ou encore « Provençaux-alpins, peuple d'oc de la montagne » (*ibid.*).
13. La traduction de l'italien a été effectuée par mes soins.
14. La liste « Fédéralisme-Europe-Autonomie » créée par l'Union Valdôtaine.
15. La traduction de l'italien a été effectuée par mes soins.
16. La traduction de l'italien a été effectuée par mes soins.
17. La traduction de l'italien a été effectuée par mes soins.
18. « La République protège par des normes appropriées les minorités linguistiques » (Art. n° 6).
19. Le parcours de création de cette loi-cadre a duré près de quinze ans opposant les zéloteurs du pluralisme à ses détracteurs et provoquant des divisions au sein des différents camps politiques. Concernant le débat et le climat intellectuel ayant caractérisé cette époque, voir par exemple L.M. Savoia (2002).
20. F. Toso pointe : une hiérarchisation « au sein du répertoire linguistique du pays » (2005, p. 119) notamment à cause de l'exclusion dans le texte de loi de certains dialectes régionaux ; « une attitude qui ignore le profil sociolinguistique spécifique des différentes aires » (*ibid.*, p. 120) ; « la non-prise en compte des interactions plurilingues » (*ibid.*, p. 121). D'autres auteurs, comme par exemple V. Porcellana (2010), mettent en évidence l'amorçage de processus d'ethnisation et de dynamiques de discrimination et d'exclusion sociale résultant notamment de l'éviction des minorités non-historiques.
21. La Région Piémont a par ailleurs soutenu la mise en œuvre d'un projet de normalisation linguistique : en 2008 une « Commission internationale pour la normalisation de l'occitan alpin » a été nommée afin de mettre en œuvre la proposition d'une variété linguistique et d'une graphie référentielles. Les travaux de la commission ont débouché sur la publication d'un dictionnaire italien-occitan sous la direction de R. Pellerino (2008).
22. www.consultaprovenzale.it [En ligne]. (Page consultée le 12/11/2009).
23. Nous remercions D. Martini, membre fondateur de la *Consulta Provenzale*, de nous avoir confié une première version du Livre Blanc non encore publiée.
24. La traduction de l'italien a été effectuée par mes soins.
25. La traduction de l'italien a été effectuée par mes soins.
26. www.consultaprovenzale.it [En ligne]. (Page consultée le 12/11/2009).
27. Le premier alinéa de l'article 3 précise que la demande d'adhésion à une aire minorité doit être exprimée par les citoyens (au moins 15%) ou par un tiers des conseillers communaux. La deuxième modalité a été la plus fréquemment pratiquée.
28. Voir la liste des communes mise à jour sur le site de la Région Piémont : www.regione.piemonte.it
29. Guillemets et italique de l'auteur.
30. Loi du 21 décembre 2007, n° 26 « Règles pour l'exposition des drapeaux des minorités linguistiques-historiques présentes sur le territoire de la Région Piémont ».
31. La loi « 482 » reconnaît aussi les minorités de langue franco-provençale, walser et française au Piémont.
32. Le programme *Leader* (acronyme de « Liaison entre actions de développement de l'économie rurale ») est mis en place à partir de 1991 pour soutenir des projets de développement rural lancés au niveau local et pour favoriser la coopération et la mise en réseau des territoires ruraux.
33. La création d'un label pour la valorisation des produits locaux – en particulier ceux de l'agriculture et de l'artisanat – constitue le socle du projet de développement économique

entrepris par le GAL. Le label collectif territorial *Tradizione delle Terre Occitane* (qui en 2007 a reçu la Marque de qualité territoriale européenne) est attribué pour l'instant à une trentaine de productions locales provenant de secteurs différents (essentiellement lait, confiserie, viande, fruits).

34. En 2008, l'association avait déjà entrepris avec le même objectif l'*Occitània a pè* (Occitanie à pied), une marche de plus de deux mois parcourant le Midi français jusqu'au Val d'Aran espagnol. Ce projet a par ailleurs essaimé en différentes régions occitanes : des marches sont organisées encore aujourd'hui par le réseau militant français ou par des groupes de randonnée sous le label *Chaminem per Òc* (Marchons pour l'occitan) créé par la *Chambra d'Òc*.

RÉSUMÉS

L'objectif de cet article est d'appréhender l'émergence du territoire des Vallées occitanes d'Italie et le processus de construction identitaire qui le sous-tend. Enjeu majeur de la revendication ethno-linguistique d'oc, la définition d'un territoire de référence est aussi bien un motif de confrontation entre minorité et majorité qu'un terrain de lutte au sein de la minorité même. Dans les vallées piémontaises de langue d'oc, deux mouvances régionalistes – occitanisme et provençalisme – produisent à partir de la même langue deux revendications identitaires et territoriales concurrentes donnant lieu à un conflit que seulement la reconnaissance de l'occitan par l'État italien en 1999 semble trancher. Dès lors, on assiste à la mise en œuvre d'une politique culturelle pour les minorités linguistiques et au développement d'outils aussi efficaces qu'inédits de construction identitaire et territoriale que nous proposons d'analyser ici.

The aim of this paper is to understand the emergence of the Italian Occitan valleys as a defined territory and the process of identity construction it underlies. The definition of a reference area is a major challenge for the “oc” ethno-linguistic claim and it is both a reason of confrontation between minority and majority as a struggle field inside the minority itself. In the “langue d'oc” Piedmont valleys, two regionalist movements – occitanisme and provençalisme – produce two identity and territorial claims from the same language. That gives rise to a conflict that only the recognition of Occitan by the Italian State in 1999 managed to settle. Since then, a cultural policy for linguistic minorities was implemented, developing powerful and original tools of identity and territorial construction, that we intend to analyze here.

INDEX

Keywords : Italian Occitan valleys, Italy, linguistic minorities, identity claims, territory, identity, policies of recognition

Mots-clés : Vallées occitanes d'Italie, Italie, minorités linguistiques, revendications, territoire, identité, politiques de la reconnaissance

AUTEUR

SILVIA CHIARINI

Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative, Université d'Aix-Marseille,
CNRS, chiarini_silvia@yahoo.fr